# This Page Is Inserted by IFW Operations and is not a part of the Official Record

# **BEST AVAILABLE IMAGES**

Defective images within this document are accurate representations of the original documents submitted by the applicant.

Defects in the images may include (but are not limited to):

- BLACK BORDERS
- TEXT CUT OFF AT TOP, BOTTOM OR SIDES
- FADED TEXT
- ILLEGIBLE TEXT
- SKEWED/SLANTED IMAGES
- COLORED PHOTOS
- BLACK OR VERY BLACK AND WHITE DARK PHOTOS
- GRAY SCALE DOCUMENTS

# IMAGES ARE BEST AVAILABLE COPY.

As rescanning documents will not correct images, please do not report the images to the Image Problems Mailbox.

## REQUÊTE

Le soussigné requiert que la présente demande internationale soit traitée conformément au Traité de coopération en matière de brevets:

Réservé à l'office récepteur
Demande internationale nº
· ·
Date du dépôt international
" " " " " " " " " " " " " " " " " " "
Nom de l'office récepteur et "Demande internationale PCT"
the state of the s

	Référence du dossier du d (12 caractères au maximum)	éposant ou du mandataire (Jacuitati) PCT 3857/BC
CPROCEDE DE SECURISATION D'UN ENSEMBLI D'EXPONENTIATION MODULAIRE CONTRE LE	E ELECTRONIQUE DE ATTAQUES PAR A	DE CRYPTOGRAPHIE A BASE ANALYSE PHYSIQUE.
Cadre nº II DÉPOSANT		•
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une perso officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le l'adresse indiquée dans ce cadre est l'État où le déposant a son de n'est indiqué ci-dessous.)	nne morale, désignation nom du pays. Le pays de omicile si aucun domicile	Cette personne est aussi inventeur.
BULL CP8		n° de téléphone (33) 1 39.66.61.76
68, route de Versailles BP 45 78430 LOUVECIENNES		nº de télécopieur (33) 1 39.66.61.73
FRANCE		n° de téléimprimeur
Nationalité (nom de l'État) : FRANCE	Domicile (nom de l'Éta	
Cette personne est déposant pour : tous les États désignés tous les États désignés les États-Unis d'	Amérique seulement	Inis d'Amérique les États indiqués dans le cadre supplémentaire
Cadre nº III AUTRE(S) DÉPOSANT(S) OU (AUTRE(S)) I	NVENTEUR(S)	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
Nom et adresse: (Nom de famille suivi du prénom: pour une pers officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le l'adresse indiquée dans ce cadre est l'État où le déposant a son a n'est indiqué ci-dessous.)	onne morale, designation e nom du pays. Le pays de lomicile si aucun domicile	Cette personne est :  déposant seulement
GOUBIN Louis		
3 rue Brown Séquard		déposant et inventeur
75015 PARIS		inventeur seulement
FRANCE		(Si cette case est cochée, ne pas remplir la suite.)
Nationalité (nom de l'État) : FRANCE	Domicile (nom de l'Éta	at): FRANCE
Cette personne est désignés tous les États désignés les États-Unis d'A	gnés sauf Amérique les États- seulemen	Unis d'Amérique les Etats indiqués dans le cadre supplémentaire
D'autres déposants ou inventeurs sont indiqués sur une fet		A CONDECTION DANCE
Cadre n° IV MANDATAIRE OU REPRÉSENTANT COM		POUR LA CORRESPONDANCE
La personne dont l'identité est donnée ci-dessous est/a été désignée por des déposants auprès des autorités internationales compétentes, comme		mandataire représentant commun
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le	morale, désignation officielle nom du pays.)	n° de téléphone (33) 1 39.66.61.76
BULL S.A		n° de télécopieur
CORLU Bernard		(33) 1 39.66.61.73
PC58D20 / 68, route de Versailles		n° de téléimprimeur
F- 78434 LOUVECIENNES Cedex (FRA		
Adresse pour la correspondance : cocher cette case lorsce et que l'espace ci-dessus est utilisé pour indiquer une adre	ue aucun mandataire ni re esse spéciale à laquelle la c	présentant commun n'est/n'a été désigné correspondance doit être envoyée.

Cadre nº V	DESIGNATION DETAILS	100	cher	les cases appropriées: une au moins doit l'être):
Les désignati	ions suivantes sont faites conformément à la règle 4.9.a)	100	Anei	ies cuses appropriees, and an analysis
Brevet régio	onal Cambia VE Venys	. I	SI	esotho. MW Malawi, SD Soudan, SL Sierra Leone, Zimbabwe et tout autre État qui est un État contractant du
AP Bre	vet ARIPO : GH Ghana, GM Gambie, RE Renye	nda	ZW	Zimbabwe et tout autre État qui est un État contractant du
SZ	tocole de Harare et du PCT		•	
Pro	wat aurasian : AM Arménie, AZ Azerbaïdjan, BY Bélaru	ıs, ł	KGK	irghizistan. KZ Kazakhstan, MD République de Moldova, autre État qui est un État contractant de la Convention sur
RU	Fédération de Russie, 13 Taglikistan, 1141 Turkmentsta	n ei	tout	autre État qui est un État contractant de la Convention sur
le b	prevet eurasien et du PCT			A Linghtonstoin CV Chypre DF Allemagne
DE Bre	evet européen : AT Autriche, BE Belgique, CH	et	LI 2	uisse et Liechtenstein, CY Chypre, DE Allemagne, Royaume-Uni, GR Grèce, IE Irlande, IT Italie,
DK	Danemark. ES Espagne, FI Finlande, FR Fran	ice, al	SE S	Royaume-Uni. GR Grèce, IE Irlande, IT Italie, suède et tout autre État qui est un État contractant de la
, rn	Luxembourg, MC Monaco, NL Pays-Bas, FT Fortug	,aı,		
Con	nvention sur le brevet européen et du PCT	Ré	publi	que centrafricaine, CG Congo, CI Côte d'Ivoire, ML Mali, MR Mauritanie, NE Niger, SN Sénégal,
∐ OA Br	4 Comercus GA Gabon GN Guinée, GW Guinée	-Bi	ssau,	ML Mali. MR Mauritanie, NE Niger, SN Sénégal, 1'OAPI et un État contractant du PCT (si une autre forme
T	Tchad. TG Togo et tout autre État qui est un État me	mb	re de	l'OAPI et un État contractant du PCT (si une autre forme
Brevet natio	onal (si une autre forme de protection ou de traitement est souh	iaiie	ee, ie p	reciser sur la lighe pointmeet.
			LK	Liberia .
	banic		LS	Lesotho
I LAL AL	ménie		LT	Lituanie
AMI Ar	menie	_	LU	Luxembourg
AT AL	itriche			Lettonie
AU AL	ustralic			Maroc
AZ AZ	zerbaïdjan			République de Moldova
☐ BA Bo	osnie-Herzegovine		MD	Madagascar
□ BB Ba	arbade	$\sqsubseteq$	MG	Madagascar do Macédoine
□ RC Bi	algaric	Ц	MK	Ex-République yougoslave de Macédoine
D BB B	rácil			
D BV B	élarus		MN	Mongolie
	•		MW	Malawi
CA C	anaud		MX	Mexique
CH et	LI Suisse et Liechtenstein hine		NO	Norvège
I CN C	hine		NZ	Nouvelle-Zélande
CR C	osta Kica	_	PL	Pologne
Cu c	uba	$\Box$		Portugal
CZ R	épublique tcheque			Roumanic
DE A	llemagne		DU	Fédération de Russie
DK D	anemark	ĭ		Soudan
DM D	ominique .	ᆸ		Suède
☐ EE E	stonie	_		Singapour
□ ES E	spagne	Ц		Slovénie
FI F	inlande		SI	Slovaquie
	ovaume-lini		SK	Sierra Leone
GD	irenade .	=	SL	
GE			TJ	Tadjikistan
	Ghana		TM	Turkménistan
	Sambia		TR	Turquie
☐ GM C	Croatie			Trinité-et-Tobago
∐.HR (	Iongric		TZ	République-Unie de Tanzanie
1 —	-		UA	Ukraine
□ ID	ndonésie		UG	Ouganda
	sraël		Us	États-Unis d'Amérique
ו או 🔲	nde	Y	03	Liais-Onis a Amerique
□ IS I	slande	_	1 1177	Ouzbékistan
177 IP 1	Japon	닏		Viet Nam
□ KE	Kenva		ĮVN	Viet Nam
	Kirohizistan		JΥU	Yougoslavie
	République populaire démocratique de Corée.			
□ KP				/ Zimbabwe
1:	na la Corio	C	ases n	éservées pour la désignation d'États qui sont devenus parties
□ KR	République de Corée	aι	ı PCT	après la publication de la presente feutile.
	Kazakhstan		1	
	Sainte-Lucie	_	 1	
□ LK	Sri Lanka	L	』 · · · ·	Cara Citago de despus la dénocant fait aussi conformément
Déclarat	ion concernant les désignations de précaution : outre l	es c	esigi	nations faites ci-dessus, le déposant fait aussi conformément CT. à l'exception de toute désignation indiquée dans le cadre
àlarègle	4.9.b) toutes les désignations qui seraient autorisées en 1		_ 1 -	déponent déclare que ces désignations additionnelles sont
l suppléme	entaire comme étant exclue de la portee de cette déclard			- C- 40 avent l'expiration d'un délai de 15 mois à compter
faites sou	is réserve de confirmation et que toute designation qui n	sar	ntàl'e	expiration de ce délai. (La confirmation (y compris les taxes)
de la date	enir à l'office récepteur dans le délai de 15 mois.)			
aouparv	emi a i office i coopiia.			Vein les motes relatives au formulaire de requê

Cadre n° VI REVENI	DICATION DE	ITÉ			ind\ s dar	ndications de priorité sont ns le cadre supplémentaire.
Date de dépôt	Numero		Lorsq	·	mande antérieure es	·
de la demande antérieure (jour/mois/année)	de la demande antér	ieure	demande nationale pays	: de	mande régionale :* office régional	demande internationale : office récepteur
28 octobre 1999 (28.10.1999)	99 13507		FRANCE			·
(2)						
· ·						
(3)						
anthriouses (soulamen	t si la demande antérieur Internationale, est l'offici	e a eie e récep	<i>deposee aupres de 1 de leur)</i> indiquées ci-des	ojjice qi sus au(x	ii, aux jiis ae i) point(s) :	orme de la ou des demande  1 un pays partie à la Conventio
	a propriété industrielle pour STRATION CHARGÉ	lequel o	cette demande antérieure	a ele dej	oosee (regie 4.10.0)11)). NATIONALE.	Voir le caare supplementaire
						he antérieure; mention de
Choix de l'administration internationale (ISA) (si chargées de la recherche inte	plusieurs administration rnationale sont compétente	ns cet es cha	te recherche (si une rgée de la recherche int	recherch ternation	e antérieure a été e ale ou demandée à ce	ffectuée par l'administration tte dernière) :
pour procéder à la recherc l'administration choisie; le c	ne internationale, inalque code à deux lettres peut éti	re Da	te (jour/mois/année)		Numéro	Pays (ou office régional)
utilisé) :	•		28.10.99		99 13507 FA 583151	FR
ISA / Cadre n° VIII BORDE	REAU; LANGUE DE	DÉPÔ	T			· ·
La présente demande intern		ou les	éléments cochés ci-a	près sor	t joints à la présent	te demande internationale :
le nombre de feuilles suiv			ille de calcul des taxe			
requête			uvoir distinct signé		2.	
description (sauf partie rés au listage des séquences)	ervée $10 \begin{vmatrix} 3 \\ 4 \end{vmatrix}$		pie du pouvoir généra plication de l'absence			cas échéant :
revendications	: 02 01 5.	🔀 do	cument(s) de priorité	indiqué	(s) dans le cadre n°	VI au(x) point(s): 1
abrégé	01 6.		duction de la demand			
dessins partie de la description rés	·   7.	bio	dications séparées con plogique déposés			
au listage des séquences		dé	tage des séquences de chiffrable par ordinate	eur		
Nombre total de feuilles	17 9.	<u> </u>	tres éléments (précise	r):	Rapport de Re	cherche FA 583151
Figure des dessins que doit accompagner l'abrégé	:	de	ngue de dépôt de la mande internationale	:	FRANCAIS	
	TURE DU DÉPOSANT			<del></del>		
À côté de chaque signature, ir	ORLU Bernard (m			remeni a	ia lecture de la reque	e, a quei inve i mieresse sign
		- P.	t à l'affine mante			
Date effective de récept constituer la demande in	ion des pièces supposées itemationale :	:	rvé à l'office récepter	ui ,		2. Dessins:
Date effective de récept rieure, mais dans les déla qui est supposé constitu	ion, rectifiée en raison d lis, de documents ou de de er la demande internation	essins c	ception ulté- omplétant ce			non reçus
	les délais, des correction	ıs				
<ol> <li>Date de réception, dans demandées selon l'artic</li> </ol>	le 11.2) du PCT :					copie de recherche différé





#### NOTIFICATION DE LA RECEPTION DE L'EXEMPLAIRE ORIGINAL

(règle 24.2.a) du PCT)

Expéditeur: le BUREAU INTERMATIONAL

Destinataire:

Propriété intellectuelle

**BULL S.A.** Corlu, Bernard PC58D20

68, route de Versailles

F-78434 Louveciennes cedex

FRANCE

Date d'expédition (jour/mois/année) 22 novembre 2000 (22.11.00)	NOTIFICATION IMPORTANTE
Référence du dossier du déposant ou du mandataire PCT 3857/BC	Demande internationale no PCT/FR00/02978

Il est notifié au déposant que le Bureau international a reçu l'exemplaire original de la demande internationale précisée

Nom(s) du ou des déposants et de l'Etat ou des Etats pour lesquels ils sont déposants:

BULL CP8 (pour tous les Etats désignés sauf US)

GOUBIN, Louis (pour US seulement)

Date du dépôt international

26 octobre 2000 (26.10.00)

Date(s) de priorité revendiquée(s)

28 octobre 1999 (28.10.99)

Date de réception de l'exemplaire original par le Bureau international

16 novembre 2000 (16.11.00)

Liste des offices désignés

EP:AT,BE,CH,CY,DE,DK,ES,FI,FR,GB,GR,IE,IT,LU,MC,NL,PT,SE

National :JP,US

#### **ATTENTION**

Le déposant doit soigneusement vérifier les indications figurant dans la présente notification. En cas de divergence entre ces indications et celles que contient la demande internationale, il doit aviser immédiatement le Bureau international.

En outre, l'attention du déposant est appelée sur les renseignements donnés dans l'annexe en ce qui concerne

les délais dans lesquels doit être abordée la phase nationale

la confirmation des désignations faites par mesure de précaution

les exigences relatives aux documents de priorité.

Une copie de la présente notification est envoyée à l'office récepteur et à l'administration chargée de la recherche internationale.

Bureau international de l'OMPI 34, chemin des Colombettes 1211 Genève 20, Suisse

Fonctionnaire autorisé

Jocelyne Rey-Millet

n° de téléphone (41-22) 338.83.38

n de télécopieur (41-22) 740.14.35

# RENSEIGNEMENTS CONÇERNANT LES DELAIS DANS LESQUELS DOIT ETRE ABORDEE LA PHASE NATIONALE

Il est rappelé au déposant qu'il doit aborder la "phase nationale" auprès de chacun des offices désignés indiqués sur la notification de la réception de l'exemplaire original (formulaire PCT/IB/301) en payant les taxes nationales et en remettant les traductions, telles qu'elles sont prescrites par les législations nationales.

Le délai d'accomplissement de ces actes de procédure est de 20 MOIS à compter dela date de priorité ou, pour les Etats désignés qui ont été élus par le déposant dans une demande d'examen préliminaire international ou dans une élection ultérieure, de 30 MOIS à compter de la date de priorité, à condition que cette électionait été effectuée avant l'expiration du 19e mois à compter de la date de priorité. Certains offices désignés (ou élus) ont fixé des délais qui expirent au-delà de 20 ou 30 mois à compter de la date de priorité. D'autres offices accordent une prolongation des délais ou un délai de grâce, dans certains cas moyennant le paiement d'une taxe supplémentaire.

En plus de ces actes de procédure, le déposant devra dans certains cas satisfaire à d'autres exigences particulières applicables dans certains offices. Il appartient au déposant de veiller à remplir en temps voulu les conditions requises pour l'ouverture de la phase nationale. La majorité des offices désignés n'envoient pas de rappel à l'approche de la date limite pour aborder la phase nationale.

Des informations détaillées concernant les actes de procédure à accomplir pour aborder la phase nationale auprès de chaque office désigné, les délais applicables et la possibilité d'obtenir une prolongation des délais ou un délai de grâce et toutes autres conditions applicables figurent dans le volume II du Guide du déposant du PCT. Les exigences concernant le dépôt d'une demande d'examen préliminaire international sont exposées dans le chapitre IX du volume I du Guide du déposant du PCT.

GR et ES sont devenues liées par le chapitre II du PCT le 7 septembre 1996 et le 6 septembre 1997, respectivement, et peuvent donc être élues dans une demande d'examen préliminaire international ou dans une élection ultérieure présentée le 7 septembre 1996 (ou à une date postérieure) ou le 6 septembre 1997 (ou à une date postérieure), respectivement, quelle que soit la date de dépôt de la demande internationale (voir le second paragraphe, ci-dessus).

Veuillez noter que seul un déposant qui est ressortissant d'un Etat contractant du PCT lié par le chapitre Il ou qui y a son domicile peut présenter une demande d'examen préliminaire international.

#### CONFIRMATION DES DESIGNATIONS FAITES PAR MESURE DE PRECAUTION

Seules les désignations expresses faites dans la requête conformément à la règle 4.9.a) figurent dans la présente notification. Il est important de vérifier si ces désignations ont été faites correctement. Des erreurs dans les désignations peuvent être corrigées lorsque des désignations ont été faites par mesure de précaution en vertu de la règle 4.9.b). Toute désignation ainsi faite peut être confirmée conformément aux dispositions de la règle 4.9.c) avant l'expiration d'un délai de 15 mois à compter de la date de priorité. En l'absence de confirmation, une désignation faite par mesure de précaution sera considérée comme retirée par le déposant. Il ne sera adressé aucun rappel ni invitation. Pour confirmer une désignation , il faut déposer une déclaration précisant l'Etat désigné concerné (avec l'indication de la forme de protection ou de traitement souhaitée) et payer les taxes de désignation et de confirmation. La confirmation doit parvenir à l'office récepteur dans le délai de 15 mois.

#### **EXIGENCES RELATIVES AUX DOCUMENTS DE PRIORITE**

Pour les déposants qui n'ont pas encore satisfait aux exigences relatives aux documents de priorité, il est rappelé ce qui suit.

Lorsque la priorité d'une demande nationale, régionale ou internationale antérieure est revendiquée, le déposant doit présenter une copie de cette demande antérieure, certifiée conforme par l'administration auprès de laquelle elle a été déposée ("document de priorité"), à l'office récepteur (qui la transmettra au Bureau international) ou directement au Bureau international, avant l'expiration d'un délai de 16 mois à compter de la date de priorité, étant entendu que tout document de priorité peut être présenté au Bureau international avant la date de publication de la demande internationale, auquel cas ce document sera réputé avoir été reçu par le Bureau international le dernier jour du délai de 16 mois (règle 17.1.a)).

Lorsque le document de priorité est délivré par l'office récepteur, le déposant peut, au lieu de présenter ce document, demander à l'office récepteur de le préparer et de le transmettre au Bureau international. La requête à cet effet doit être formulée avant l'expiration du délai de 16 mois et peut être soumise au paiement d'une taxe (règle 17.1.b)).

Si le document de priorité en question n'est pas fourni au Bureau international, ou si la demande adressée à l'office récepteur de préparer et de transmettre le document de priorité n'a pas été faite (et la taxe correspondante acquittée, le cas échéant) avant l'expiration du délai applicable mentionné aux paragraphes précédents, tout Etat désigné peut ne pas tenir compte de la revendication de priorité; toutefois, aucun office désigné ne peut décider de ne pas tenir compte de la revendication de priorité avant d'avoir donné au déposant la possibilité de remettre le document de priorité dans un délai raisonnable en l'espèce.

Lorsque plusieurs priorités sont revendiquées, la date de priorité à prendre en considération aux fins du calcul du délai de 16 mois est la date du dépôt de la demande la plus ancienne dont la priorité est revendiquée.

#### PCT

# AVIS INFORMANT LE DEPOSANT DE LA COMMUNICATION DE LA DEMANDE INTERNATIONALE AUX OFFICES DESIGNES

(règle 47.1.c), première phrase, du PCT)

Expéditeur: le BUREAU INTERNATIONAL

Destinataire:

BULL S.A. Corlu, Bernard PC58D20

68, route de Versailles

F-78434 Louveciennes cedex

**FRANCE** 

Date d'expédition (jour/mois/année)

03 mai 2001 (03.05.01)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire

PCT 3857/BC

**AVIS IMPORTANT** 

Demande internationale no PCT/FR00/02978

Date du dépôt international (jour/mois/année) 26 octobre 2000 (26.10.00)

Date de priorité (jour/mois/année)

28 octobre 1999 (28.10.99)

Déposant

**BULL CP8 etc** 

 Il est notifié par la présente qu'à la date indiquée ci-dessus comme date d'expédition de cet avis, le Bureau international a communiqué, comme le prévoit l'article 20, la demande internationale aux offices désignés suivants:

US

Conformément à la règle 47.1.c), troisième phrase, ces offices acceptent le présent avis comme preuve déterminante du fait que la communication de la demande internationale a bien eu lieu à la date d'expédition indiquée plus haut, et le déposant n'est pas tenu de remettre de copie de la demande internationale à l'office ou aux offices désignés.

2. Les offices désignés suivants ont renoncé à l'exigence selon laquelle cette communication doit être effectuée à cette date:

EP,JP

La communication sera effectuée seulement sur demande de ces offices. De plus, le déposant n'est pas tenu de remettre de copie de la demande internationale aux offices en question (règle 49.1)a-bis)).

3. Le présent avis est accompagné d'une copie de la demande internationale publiée par le Bureau international le 03 mai 2001 (03.05.01) sous le numéro WO 01/31436

#### RAPPEL CONCERNANT LE CHAPITRE II (article 31.2)a) et règle 54.2)

Si le déposant souhaite reporter l'ouverture de la phase nationale jusqu'à 30 mois (ou plus pour ce qui concerne certains offices) à compter de la date de priorité, la demande d'examen préliminaire international doit être présentée à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international avant l'expiration d'un délai de 19 mois à compter de la date de priorité.

Il appartient exclusivement au déposant de veiller au respect du délai de 19 mois.

Il est à noter que seul un déposant qui est ressortissant d'un Etat contractant du PCT lié par le chapitre Il ou qui y a son domicile peut présenter une demande d'examen préliminaire international.

## RAPPEL CONCERNANT L'OUVERTURE DE LA PHASE NATIONALE (article 22 ou 39.1))

Si le déposant souhaite que la demande internationale procède en phase nationale, il doit, dans le délai de 20 mois ou de 30 mois, ou plus pour ce qui concerne certains offices, accomplir les actes mentionnés dans ces dispositions auprès de chaque office désigné ou élu.

Pour d'autres informations importantes concernant les délais et les actes à accomplir pour l'ouverture de la phase nationale, voir l'annexe du formulaire PCT/IB/301 (Notification de la réception de l'exemplaire original) et le volume II du Guide du déposant du PCT.

Bureau international de l'OMPI 34, chemin des Colombettes 1211 Genève 20, Suisse Fonctionnaire autorisé

J. Zahra

no de téléphone (41-22) 338.83.38

no de télécopieur (41-22) 740.14.35

# **PCT**

# RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

(article 18 et règles 43 et 44 du PCT)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire PCT 3857/BC	POUR SUITE A DONNER	voir la notification de transi (formulaire PCT/ISA/220) e	mission du rapport de et, le cas échéant, le	e recherche internationale point 5 ci–après
Demande internationale n°	Date du dépôt inte	ernational(jour/mois/année)	(Date de priorité (la (jour/mois/année)	plus ancienne)
PCT/FR 00/02978	26/	10/2000	•	10/1999
Déposant	<u> </u>			
BULL CP8				
Le présent rapport de recherche internati déposant conformément à l'article 18. Un	onale, établi par l'ac e copie en est trans	ministration chargée de la re mise au Bureau internationa	echerche internationa II.	ale, est transmis au
Ce rapport de recherche internationale co	omprend3	feuilles.		
II est aussi accompagné	d'une copie de chaq	ue document relatif à l'état d	de la technique qui y	est cité.
4. Boody separat				
Base du rapport     a. En ce qui concerne la langue, la langue dans laquelle elle a été dé	recherche internation éposée, sauf indicat	onale a été effectuée sur la b on contraire donnée sous le	oase de la demande i même point.	nternationale dans la
la recherche international	le a été effectuée su	ır la base d'une traduction de	e la demande interna	tionale remise à l'administration.
b. En ce qui concerne les séquenc la recherche internationale a été contenu dans la demand	effectuée sur la bas e internationale, sou	e du listage des séquences	:	le internationale (le cas échéant),
remis ultérieurement à l'a				•
. —		forme déchiffrable par ordin	ateur.	
La déclaration, selon laque divulgation faite dans la c	uelle le listage des s demande telle que d	équences présenté par écrit éposée, a été fournie.	t et fourni ultérieurem	ent ne vas pas au-delà de la
La déclaration, selon laque du listage des séquences	uelle les information s présenté par écrit,	s enregistrées sous forme d a été fournie.	échiffrable par ordina	ateur sont identiques à celles
2. Il a été estimé que certa	aines revendicatio	ns ne pouvaient pas faire l'	'objet d'une recherd	che (voir le cadre I).
3. Il y a absence d'unité d	<b>e l'invention</b> (voir le	e cadre II).		
4. En ce qui concerne le titre,				
X le texte est approuvé tel	qu'il a été remis par	le déposant.		
Le texte a été établi par l	'administration et a	la teneur suivante:		
5. En ce qui concerne l'abrégé,				
le texte est approuvé tel	•	le déposant bli par l'administration confo	irmément à la règle 3	8 2h). Le déposant peut
présenter des observations de recherche internations	ns à l'administratior	n dans un délai d'un mois à c	compter de la date d'	expédition du présent rapport
6. La figure des dessins à publier avec		ıre n°	<u>=</u>	
suggérée par le déposar			X	Aucune des figures n'est à publier.
parce que le déposant n'				<b>F</b>
parce que cette figure ca	ractérise mieux l'inv	rention.		

## RAPPORT DE RECHEBCHE INTERNATIONALE



A. CLASSEMENT DE L'OBJET DE LA DEMANDE CIB 7 G06F7/72

Selon la classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois selon la classification nationale et la CIB

#### B. DOMAINES SUR LESQUELS LA RECHERCHE A PORTE

Documentation minimale consultée (système de classification suivi des symboles de classement)

CIB 7 GO6F

Documentation consultée autre que la documentation minimale dans la mesure où ces documents relèvent des domaines sur lesquels a porté la recherche

Base de données électronique consultée au cours de la recherche internationale (nom de la base de données, et si réalisable, termes de recherche utilisés)

EPO-Internal, PAJ, INSPEC, WPI Data

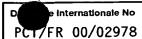
Catégorie °	Identification des documents cités, avec, le cas échéant, l'indication des passages pertinents	no. des revendications visées
Α	WO 98 52319 A (YEDA RES & DEV ;FLEIT LOIS (US)) 19 novembre 1998 (1998-11-19) page 10, ligne 19 -page 12, ligne 5	1
A	DIMITROV V ET AL: "TWO ALGORITHMS FOR MODULAR EXPONENTIATION USING NONSTANDARD ARITHMETICS" IEICE TRANSACTIONS ON FUNDAMENTALS OF ELECTRONICS, COMMUNICATIONS AND COMPUTER SCIENCES, JP, INSTITUTE OF ELECTRONICS INFORMATION AND COMM. ENG. TOKYO, vol. E78-A, no. 1, 1 janvier 1995 (1995-01-01), pages 82-87, XP000495124 ISSN: 0916-8508 * paragraphe 2.2 *	1,3

Voir la suite du cadre C pour la fin de la liste des documents	Les documents de familles de brevets sont indiqués en annexe
"A" document définissant l'état général de la technique, non considéré comme particulièrement pertinent  "E" document antérieur, mais publié à la date de dépôt international ou après cette date  "L" document pouvant jeter un doute sur une revendication de priorité ou cité pour déterminer la date de publication d'une autre citation ou pour une raison spéciale (telle qu'indiquée)  "O" document se référant à une divulgation orale, à un usage, à une exposition ou tous autres moyens  "P" document publié avant la date de dépôt international, mais	T' document ultérieur publié après la date de dépôt international ou la date de priorité et n'appartenenant pas à l'état de la technique pertinent, mais cité pour comprendre le principe ou la théorie constituant la base de l'invention  X' document particulièrement pertinent; l'inven tion revendiquée ne peut être considérée comme nouvelle ou comme impliquant une activité inventive par rapport au document considéré isolément  Y' document particulièrement pertinent; l'inven tion revendiquée ne peut être considérée comme impliquant une activité inventive lorsque le document est associé à un ou plusieurs autres documents de même nature, cette combinaison étant évidente pour une personne du métier  8. document qui fait partie de la même famille de brevets
Date à laquelle la recherche internationale a été effectivement achevée	Date d'expédition du présent rapport de recherche internationale
19 janvier 2001	26/01/2001
Nom et adresse postale de l'administration chargée de la recherche internationale	Fonctionnaire autorisé
Office Européen des Brevets, P.B. 5818 Patentlaan 2 NL – 2280 HV Rijswijk Tel. (+31–70) 340–2040, Tx. 31 651 epo nl, Fax: (+31–70) 340–3016	Verhoof, P

1



# RAPPORT DE RECH<u>ER</u>CHE INTERNATIONALE



		PCT/FR 00	,, 023, 0
C.(suite) D	OCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS		
Catégorie °	identification des documents cités, avec, le cas échéant, l'indicationdes passages p	ertinents	no. des revendications visées
A	BRICKELL E F ET AL: "FAST EXPONENTIATION WITH PRECOMPUTATION (EXTENDED ABSTRACT)" ADVANCES IN CRYPTOLOGY- EUROCRYPT. INTERNATIONAL CONFERENCE ON THE THEORY AND APPLICATION OF CRYPTOGRAPHIC TECHNIQUES, DE, SPRINGER VERLAG, 24 mai 1992 (1992-05-24), pages 200-207, XP000577415 * paragraphe 2 *		1,3
A	* paragraphe 2 *  KOCHER P C: "TIMING ATTACKS ON IMPLEMENTATIONS OF DIFFIE-HELLMAN, RSA, DSS, AND OTHER SYSTEMS" PROCEEDINGS OF THE ANNUAL INTERNATIONAL CRYPTOLOGY CONFERENCE (CRYPTO), DE, BERLIN, SPRINGER, vol. CONF. 16, 1996, pages 104-113, XP000626590 ISBN: 3-540-61512-1 * paragraphe 10 *		1

1

## INTERNATIONAL SEARCH REPORT

n on patent family members



Patent document cited in search report	Publication date	Patent family member(s)	Publication date
WO 9852319 A	19-11-1998	US 5991415 A AU 7568598 A EP 0986873 A	08-12-1998

#### (12) DEMANDE INTERNATIONALE PUBLIÉE EN VERTU DU TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS (PCT)

#### (19) Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

Bureau international





(43) Date de la publication internationale 3 mai 2001 (03.05.2001)

PCT

# (10) Numéro de publication internationale WO 01/31436 A1

- (51) Classification internationale des brevets7: G06F 7/72
- (21) Numéro de la demande internationale:

PCT/FR00/02978

(22) Date de dépôt international:

26 octobre 2000 (26.10.2000)

(25) Langue de dépôt:

français

(26) Langue de publication:

français

- (30) Données relatives à la priorité: 99/13507 28 octobre 1999 (28.10.1999)
- (71) Déposant (pour tous les États désignés sauf US): BULL CP8 [FR/FR]; 68, route de Versailles, Boîte postale 45, F-78430 Louveciennes (FR).
- (72) Inventeur; et
- (75) Inventeur/Déposant (pour US seulement): GOUBIN,

Louis [FR/FR]; 3, rue Brown Séquard, F-75015 Paris (FR).

- (74) Mandataire: BULL S.A.; Corlu, Bernard, PC58D20. 68, route de Versailles, F-78434 Louveciennes cedex (FR).
- (81) États désignés (national): JP, US.
- (84) États désignés (régional): brevet européen (AT, BE, CH, CY, DE, DK, ES, FI, FR, GB, GR, IE, IT, LU, MC, NL, PT, SE).

#### Publiée:

Avec rapport de recherche internationale.

En ce qui concerne les codes à deux lettres et autres abréviations, se référer aux "Notes explicatives relatives aux codes et abréviations" figurant au début de chaque numéro ordinaire de la Gazette du PCT.

(54) Title: SECURITY METHOD FOR A CRYPTOGRAPHIC ELECTRONIC ASSEMBLY BASED ON MODULAR EXPONENTIATION AGAINST ANALYTICAL ATTACKS

(54) Titre: PROCEDE DE SECURISATION D'UN ENSEMBLE ELECTRONIQUE DE CRYPTOGRAPHIE A BASE D'EXPONENTIATION MODULAIRE CONTRE LES ATTAQUES PAR ANALYSE PHYSIQUE

(57) Abstract: The invention concerns a security method for an electronic assembly implementing a cryptographic computation process using a modular exponentiation of a quantity (x), said modular exponentiation utilising a secret exponent (d). The invention is characterised in that it consists in breaking down said secret exponent into a plurality of k unpredictable values  $(d_1, d_2, ..., d_k)$  whereof the sum is equal to said secret exponent.

(57) Abrégé: L'invention concerne un procédé de sécurisation d'un ensemble él ectronique mettant en oeuvre un processus de calcul cryptographique faisant intervenir une exponentiation modulaire d'une grandeur (x), ladite exponentiation modulaire utilisant un exposant secret (d), caractérisé en ce que l'on décompose ledit exposant secret en une pluralité de k valeurs imprévisibles  $(d_1, d_2, ..., d_k)$  dont la somme est égale audit exposant secret.



# PROCEDE DE SECURISATION D'UN ENSEMBLE ELECTRONIQUE DE CRYPTOGRAPHIE A BASE D'EXPONENTIATION MODULAIRE CONTRE LES ATTAQUES PAR ANALYSE PHYSIQUE

La présente invention concerne un procédé de sécurisation d'un ensemble électronique mettant en œuvre un algorithme faisant intervenir une exponentiation modulaire, dans laquelle l'exposant est secret. Plus précisément, le procédé vise à réaliser une version d'un tel algorithme qui ne soit pas vulnérable face à un certain type d'attaques physiques – dites « analyse d'énergie électrique différentielle ou analyse d'énergie électrique différentielle de haut niveau » (Differential Power Analysis ou High-Order Differential Power Analysis, en langage anglo-saxon, en abrégé DPA ou HO-DPA) - qui cherchent à obtenir des informations sur la clé secrète à partir de l'étude de la consommation électrique de l'ensemble électronique au cours de l'exécution du calcul.

15

20

Les algorithmes cryptographiques considérés ici utilisent une clé secrète pour calculer une information de sortie en fonction d'une information d'entrée; il peut s'agir d'une opération de chiffrement, de déchiffrement ou de signature ou de vérification de signature, ou d'authentification ou de non-répudiation ou d'échange de clé. Ils sont construits de manière à ce qu'un attaquant, connaissant les entrées et les sorties, ne puisse en pratique déduir? aucune information sur la clé secrète elle-même.

25

On s'intéresse donc à une classe plus large que celle traditionnellement désignée par l'expression algorithmes à clé secrète ou algorithmes symétriques. En particulier, tout ce qui est décrit dans la présente demande de brevet s'applique également aux algorithmes dits à clé publique ou algorithmes asymétriques, qui comportent en fait deux clés : l'une publique, et l'autre, privée, non divulguée, cette dernière étant celle visée par les attaques décrites ci-dessous.

30

Les attaques de type Analyse de Puissance Electrique, développées par Paul Kocher et Cryptographic Research (Confer document Introduction to Differential Power

Analysis and related Attacks by Paul Kocher, Joshua Jaffe, and Benjamin Jun, Cryptography Research, 870 Market St., Suite 1008, San Francisco, CA 94102, édition du document HTML à l'adresse URL:

http://www.cryptography.com/dpa/technical/index.html) partent de la constatation qu'en réalité l'attaquant peut acquérir des informations, autres que la simple donnée des entrées et des sorties, lors de l'exécution du calcul, comme par exemple la consommation électrique du microcontrôleur ou le rayonnement électromagnétique émis par le circuit.

- 10 L'analyse d'énergie électrique différentielle est une attaque permettant d'obtenir des informations sur la clé secrète contenue dans l'ensemble électronique, en effectuant une analyse statistique des enregistrements de consommation électrique effectués sur un grand nombre de calculs avec cette même clé.
- 15 Cette attaque ne nécessite aucune connaissance sur la consommation électrique individuelle de chaque instruction, ni sur la position dans le temps de chacune de ces instructions. Elle s'applique de la même manière si on suppose que l'attaquant connaît des sorties de l'algorithme et les courbes de consommation correspondantes. Elle repose uniquement sur l'hypothèse fondamentale selon laquelle:

20

Hypothèse fondamentale: Il existe une variable intermédiaire, apparaissant dans le cours du calcul de l'algorithme, telle que la connaissance de quelques bits de clé, en pratique moins de 32 bits, permet de décider si deux entrées, respectivement deux sorties, donnent ou non la même valeur pour cette variable.

25

30

Les attaques dites par analyse d'énergie électrique de haut niveau sont une généralisation de l'attaque DPA décrite précédemment. Elles peuvent utiliser plusieurs sources d'information différentes : outre la consommation, elles peuvent mettre en jeu les mesures de rayonnement électromagnétique, de température, etc. et mettre en œuvre des traitements statistiques plus sophistiqués que la simple notion de moyenne, des variables intermédiaires moins élémentaires qu'un simple bit ou un

simple octet. Néanmoins, elles reposent exactement sur la même hypothèse fondamentale que la DPA.

Le procédé, objet de la présente invention, a pour objet la suppression des risques d'attaques DPA ou HO-DPA d'ensembles ou systèmes électroniques de cryptographie à clé secrète ou privée, faisant intervenir une exponentiation modulaire, dans laquelle l'exposant est secret.

Un autre objet de la présente invention est en conséquence une modification du processus de calcul cryptographique mis en œuvre par les systèmes électroniques de cryptographie protégés de manière que l'hypothèse fondamentale précitée ne soit plus vérifiée, à savoir qu'aucune variable intermédiaire ne dépend de la consommation d'un sous-ensemble aisément accessible de la clé secrète ou privée, les attaques de type DPA ou HO-DPA étant ainsi rendues inopérantes.

15

20

30

suivante:

#### Premier exemple: l'algorithme RSA

Le RSA est le plus célèbre des algorithmes cryptographiques asymétriques. Il a été développé par Rivest, Shamir et Adleman en 1978. Pour une description plus détaillée de cet algorithme, on pourra utilement se reporter au document ci-après :

• R.L. Rivest, A. Shamir, L.M. Adleman, A Method for Obtaining Digital Signatures and Public-Key Cryptosystems, Communications of the ACM, 21, n°2, 1978, pp. 120-126,

ou aux documents suivants:

- ISO/IEC 9594-8/ITU-T X.509, Information Technology Open Systems
  Interconnection The Directory: Authentication Framework,
  - ANSI X9.31-1, American National Standard, Public-Key Cryptography Using Reversible Algorithms for the Financial Services Industry, 1993;
  - PKCS #1, RSA Encryption Standard, version 2, 1998, disponible à l'adresse

ftp://ftp.rsa.com/pub/pkcs/doc/pkcs-1v2.doc.

L'algorithme RSA utilise un nombre entier n qui est le produit de deux grands nombres premiers p et q, et un nombre entier e, premier avec ppcm(p-1,q-1), et tel que  $e \neq \pm 1 \mod ppcm(p-1,q-1)$ . Les entiers n et e constituent la clé publique. Le calcul en clé publique fait appel à la fonction g de Z/nZ dans Z/nZ définie par  $g(x)=x^e \mod n$ . Le calcul en clé secrète fait appel à la fonction  $g^{-1}(y)=y^d \mod n$ , où d est l'exposant secret (appelé aussi clé secrète, ou privée) défini par  $ed \equiv 1 \mod ppcm(p-1,q-1)$ .

- Les attaques de type DPA ou HO-DPA font peser une menace sur les mises en œuvre classiques de l'algorithme RSA. En effet, celles-ci utilisent très souvent le principe dit de square and multiply en langage anglo-saxon pour effectuer le calcul de  $x^d$  mod n.
- 15 Ce principe consiste à écrire la décomposition

$$d = b_{m-1} \cdot 2^{m-1} + b_{m-2} \cdot 2^{m-2} + \dots + b_1 \cdot 2^1 + b_0 \cdot 2^0$$

de l'exposant secret d en base 2, puis d'effectuer le calcul de la manière suivante :

20 1.  $z \leftarrow I$ ;

pour i allant de m-1 jusqu'à 0 faire :

- 2.  $z \leftarrow z^2 \mod n$ :
- 3.  $\operatorname{si} b_i = I \operatorname{alors} z \leftarrow z \times x \operatorname{mod} n$ .
- Dans ce calcul, on constate que parmi les valeurs successives prises par la variable z, les premières ne dépendent que de quelques bits de la clé secrète d. L'hypothèse fondamentale permettant l'attaque DPA est donc réalisée. On peut ainsi deviner par exemple les 10 bits de peids fort de d en s'intéressant aux mesures de consommation sur la partie de l'algorithme correspondant à i allant de m-1 à m-10. On peut ensuite continuer l'attaque en utilisant les mesures de consommation sur la partie de l'algorithme correspondant à i allant de m-11 à m-20, ce qui permet de trouver les 10

bits suivants de d, et ainsi de suite. On trouve finalement tous les bits de l'exposant secret d.

### Une première méthode de sécurisation, et ses inconvénients

5

Une méthode classique (proposée par Ronald Rivest en 1995) pour protéger l'algorithme RSA contre les attaques de type DPA consiste à utiliser un principe de "blinding" (camouflage). On utilise le fait que :

10  $x^d \mod n = (x \times r^e)^d \times r^{-1} \mod n$ 

Ainsi le calcul de  $y = x^d \mod n$  se décompose en quatre étapes :

- On utilise un générateur aléatoire pour obtenir une valeur r;
- On calcule:  $u = x \times r^e \mod n$ :
- On calcule:  $v = u^d \mod n$ ;
  - On calcule :  $y = v \times r^{-1} \mod n$ .

L'inconvénient de cette méthode est qu'elle oblige, pour chaque calcul, à calculer l'inverse modulaire  $r^{-1}$  de la valeur aléatoire r, cette opération étant en général coûteuse en temps (la durée d'un tel calcul est du même ordre que celle d'une exponentiation modulaire telle que  $u^d \mod n$ ). Par conséquent, cette nouvelle implémentation (protégée contre les attaques DPA) du calcul de  $x^d \mod n$  est environ deux fois plus lente que l'implémentation initiale (non protégée contre les attaques DPA). En d'autres termes, cette protection du RSA contre les attaques DPA accroît le temps de calcul de 100% environ (en supposant que l'exposant public e est très petit, par exemple e=3; si l'exposant e est plus grand, ce temps de calcul est encore plus grand).

Une deuxième méthode : le procédé de la présente invention

25

20

15

20

Selon l'invention, un procédé de sécurisation d'un ensemble électronique mettant en œuvre un processus de calcul cryptographique faisant intervenir une exponentiation modulaire d'une grandeur (x), ladite exponentiation modulaire utilisant un exposant secret (d), est caractérisé en ce que l'on décompose ledit exposant secret en une pluralité de k valeurs imprévisibles  $(d_1, d_2, \ldots, d_k)$  dont la somme est égale audit exposant secret.

Avantageusement, lesdites valeurs  $(d_1, d_2, \dots, d_k)$  sont obtenues de la manière suivante :

- 10 a) (k-1) valeurs sont obtenues au moyen d'un générateur aléatoire;
  - b) la dernière valeur est obtenue par différence entre l'exposant secret et les (k-1) valeurs.

Avantageusement, le calcul de l'exponentiation modulaire est effectué de la manière suivante :

- a) pour chacune desdites k valeurs, on élève la grandeur (x) à un exposant comprenant ladite valeur pour obtenir un résultat, un ensemble de résultats étant ainsi obtenus;
- b) on calcule un produit des résultats obtenus à l'étape a).

Avantageusement, au moins l'une desdites (k-1) valeurs obtenues au moyen d'un générateur aléatoire a une longueur supérieure ou égale à 64 bits.

Des détails et avantages de la présente invention apparaîtront au cours de la description suivante de quelques modes d'exécution préférés mais non limitatifs, en regard de la figure unique annexée, représentant une carte à puce.

Selon l'invention, on utilise le fait que :

30 
$$si d = d_1 + d_2$$
, alors  $x^d \mod n = x^{d_1} \times x^{d_2} \mod n$ 

20

25

7

Ainsi le calcul de  $y = x^d \mod n$  se décompose en cinq étapes :

- On utilise un générateur aléatoire pour obtenir une valeur  $d_1$ ;
- On calcule:  $d_2 = d d_1$ ;
- On calcule:  $u = x^{d_I} \mod n$ ;
- On calcule:  $v = x^{d_2} \mod n$ ;
  - On calcule:  $y = u \times v \mod n$ .

L'avantage est que, de cette manière, il n'y a pas d'inverse modulaire à calculer. En général, le temps de calcul d'une exponentiation modulaire est proportionnel à la taille de l'exposant. Ainsi si on note  $\alpha$  le rapport entre la taille de  $d_1$  et la taille de  $d_2$ , on se rend compte que le temps total du calcul dans cette nouvelle implémentation (protégée contre les attaques DPA) est environ  $(1+\alpha)$  fois le temps de calcul dans l'implémentation initiale (non protégée contre les attaques DPA).

Notons que, pour obtenir une valeur  $d_1$  non prédictible, il est nécessaire que sa taille soit au moins de 64 bits.

Le procédé ainsi décrit rend inopérantes les attaques de type DPA ou HO-DPA décrites précédemment. En effet, pour décider si deux entrées (respectivement deux sorties) de l'algorithme donnent ou non la même valeur pour une variable intermédiaire apparaissant au cours du calcul, il ne suffit plus de connaître les bits de clé mis en jeu. Il faut également connaître la décomposition de la clé secrète d en k valeurs  $d_1$ ,  $d_2$ , ...,  $d_k$  telles que  $d=d_1+d_2+...+d_k$ . Si on suppose que cette décomposition est secrète, et qu'au moins une des k valeurs a une taille d'au moins 64 bits, l'attaquant ne peut pas prévoir les valeurs de  $d_1$ , ...,  $d_k$ , et donc l'hypothèse fondamentale, qui permettait de mettre en œuvre une attaque de type DPA ou HO-DPA, n'est plus vérifiée.

#### Exemples:

- 1. Si n a une longueur de 512 bits, en choisissant de prendre une valeur aléatoire  $d_1$  de 64 bits, on obtient  $\alpha=1/8$ , ce qui fait que cette protection du RSA contre les attaques DPA accroît le temps de calcul de 12.5 % environ.
- Si n a une longueur de 1024 bits, en choisissant de prendre une valeur aléatoire d₁
   de 64 bits, on obtient α=1/16, ce qui fait que cette protection du RSA contre les attaques DPA accroît le temps de calcul de 6.25% environ.

## Deuxième exemple : l'algorithme de Rabin

- Nous considérons ici l'algorithme cryptographique asymétrique développé par Rabin en 1979. Pour une description plus détaillée de cet algorithme, on pourra utilement se reporter au document suivant :
  - M.O. Rabin, Digitized Signatures and Public-Key Functions as Intractable as Factorization, Technical Report LCS/TR-212, M.I.T. Laboratory for Computer Science, 1979.

L'algorithme de Rabin utilise un nombre entier n qui est le produit de deux grands nombres premiers p et q, vérifiant en outre les deux conditions suivantes :

- p est congru à 3 modulo 8 ;
- q est congru à 7 modulo 8.

Le calcul en clé publique fait appel à la fonction g de Z/nZ dans Z/nZ définie par  $g(x)=x^2 \mod n$ . Le calcul en clé secrète fait appel à la fonction  $g^{-1}(y)=y^d \mod n$ , où d est l'exposant secret (appelé aussi clé secrète, ou privée) défini par d=((p-1)(q-1)/4+1)/2.

25

15

La fonction mise en jeu par le calcul en clé secrète étant exactement la même que celle utilisée par l'algorithme RSA, les mêmes attaques DPA ou HO-DPA sont applicables et font peser les mêmes menaces sur l'algorithme de Rabin.

### 30 <u>Sécurisation de l'algorithme</u>

Comme la fonction est exactement la même que celle du RSA, le procédé de sécurisation décrit dans le cadre du RSA s'applique de la même manière au cas de l'algorithme de Rabin. L'accroissement du temps de calcul provoqué par l'application de ce procédé est également le même que dans le cas de l'algorithme RSA.

5

10

L'invention peut être mise en oeuvre dans tout ensemble électronique effectuant un calcul cryptographique faisant intervenir une exponentiation modulaire, notamment une carte à puce 8 selon la figure unique. La puce inclut des moyens de traitement de l'information 9, reliés d'un côté à une mémoire non volatile 10 et à une mémoire volatile de travail RAM 11, et reliés d'un autre côté à des moyens 12 pour coopérer avec un dispositif de traitement de l'information. La mémoire non volatile 10 peut comprendre une partie non modifiable ROM et une partie modifiable EPROM, EEPROM, ou constituée de mémoire RAM du type "flash" ou FRAM (cette dernière étant une mémoire RAM ferromagnétique), c'est-à-dire présentant les caractéristiques d'une mémoire EEPROM avec en outre des temps d'accès identiques à ceux d'une RAM classique.

20

25

15

En tant que puce, on pourra notamment utiliser un microprocesseur autoprogrammable à mémoire non volatile, tel que décrit dans le brevet américain n° 4.382.279 au nom de la Demanderesse. Dans une variante, le microprocesseur de la puce est remplacé - ou tout du moins complété - par des circuits logiques implantés dans une puce à semi-conducteurs. En effet, de tels circuits sont aptes à effectuer des calculs, notamment d'authentification et de signature, grâce à de l'électronique câblée, et non microprogrammée. Ils peuvent notamment être de type ASIC (de l'anglais « Application Specific Integrated Circuit »). Avantageusement, la puce sera conçue sous forme monclithique.

30

Dans le cas de l'utilisation d'un tel ensemble électronique, l'invention consiste en un procédé de sécurisation d'un ensemble électronique comprenant des moyens de

10

25

traitement d'information et des moyens de mémorisation d'information, le procédé mettant en œuvre un processus de calcul cryptographique faisant intervenir une exponentiation modulaire d'une grandeur (x) stockée dans les moyens de mémorisation d'information, ladite exponentiation modulaire utilisant un exposant secret (d) stocké dans les moyens de mémorisation, caractérisé en ce que l'on décompose, grâce auxdits moyens de traitement d'information, ledit exposant secret lu dans lesdits moyens de mémorisation d'information en une pluralité de k valeurs imprévisibles  $(d_1, d_2, \ldots, d_k)$  dont la somme est égale audit exposant secret, lesdites k valeurs imprévisibles étant stockées dans les moyens de mémorisation d'information.

Avantageusement, lesdites valeurs  $(d_1, d_2, \dots, d_k)$  sont obtenues de la manière suivante :

- a) (k-1) valeurs sont obtenues au moyen d'un générateur aléatoire et stockées
   dans les moyens de mémorisation d'information;
  - b) la dernière valeur est obtenue par différence entre l'exposant secret et les (k-1) valeurs, calculée grâce auxdits moyens de traitement d'information.

Avantageusement, le calcul de l'exponentiation modulaire est effectué de la manière 20 suivante :

- a) pour chacune desdites k valeurs, on élève la grandeur (x) à un exposant comprenant ladite valeur pour obtenir un résultat, un ensemble de résultats étant ainsi obtenus;
- b) on calcule un produit des résultats obtenus à l'étape a).

Avantageusement, au moins l'une desdites (k-1) valeurs obtenues au moyen d'un générateur aléatoire a une longueur supérieure ou égale à 64 bits.

11 .

#### REVENDICATIONS

- 1. Procédé de sécurisation d'un ensemble électronique mettant en œuvre un processus de calcul cryptographique faisant intervenir une exponentiation modulaire d'une grandeur (x), ladite exponentiation modulaire utilisant un exposant secret (d), caractérisé en ce que l'on décompose ledit exposant secret en une pluralité de k valeurs imprévisibles  $(d_1, d_2, \ldots, d_k)$  dont la somme est égale audit exposant secret.
- 2. Procédé selon la revendication 1, caractérisé en ce que lesdites valeurs (d<sub>1</sub>, d<sub>2</sub>
   10 ,...., d<sub>k</sub>) sont obtenues de la manière suivante :
  - a) (k-1) valeurs sont obtenues au moyen d'un générateur aléatoire;
  - b) la dernière valeur est obtenue par différence entre l'exposant secret et les (k-1) valeurs.
- 15 3. Procédé selon la revendication 1, caractérisé en ce que le calcul de l'exponentiation modulaire est effectué de la manière suivante :
  - a) pour chacune desdites k valeurs, on élève la grandeur (x) à un exposant comprenant ladite valeur pour obtenir un résultat, un ensemble de résultats étant ainsi obtenus ;
- 20 b) on calcule un produit des résultats obtenus à l'étape a).
  - 4. Procédé selon la revendication 1, caractérisé en ce qu'au moins l'une desdites (k-1) valeurs obtenues au moyen d'un générateur aléatoire a une longueur supérieure ou égale à 64 bits.

25

- 5. Utilisation du procédé selon la revendication 1 dans une carte à puce comportant des moyens de traitement de l'information.
- 6. Utilisation du procédé selon la revendication 1 pour la sécurisation d'un processus de calcul cryptographique utilisant l'algorithme RSA.

7. Utilisation du procédé selon la revendication 1 pour la sécurisation d'un processus de calcul cryptographique utilisant l'algorithme de Rabin.

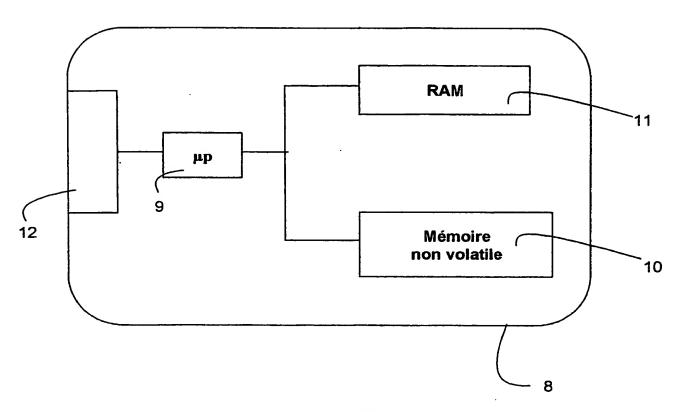


FIGURE UNIQUE